

Drôme Hebdo

R



Votre journal  
chaque semaine  
pour

**1,70€**  
seulement

# Peuple Libre



## PIZANÇON

La nouvelle section insolite du club nautique

Page 20



GÉNISSIEUX  
Bientôt  
le marché  
de la truffe

Page 21

## ROMANS-SUR-ISÈRE

# Un chantier colossal



Durant plus d'un mois, la SNCF a entrepris le remplacement des 54 kilomètres de voies sur ligne TER Valence-Grenoble. Retour en images sur un chantier hors-norme.

Page 17

## ROMANS-SUR-ISÈRE

L'alerte du  
Diaconat  
protestant

Page 15

## BOURG-DE-PÉAGE

La Ville annonce  
un budget 2023  
serré

Page 19

## ROMANS-SUR-ISÈRE

La rivière  
Savasse passe  
par les airs

Page 16

## SAINT-DONAT-SUR-L'HERBASSE

Un bassin de pneus  
crée la polémique

Page 22



**LIONNETON**  
BOURG-DE-PÉAGE

Chocolatier "Bean to bar"  
Nous transformons nos fèves de cacao  
et créons nos chocolats

8, rue Georges Pompidou - 26200 Bourg de Péage  
Tél. 04 75 70 48 54



Torréfaction  
des fèves de cacao  
sélectionnées  
dans des  
coopératives  
d'agriculteurs de  
cacaoyer respectant  
des critères  
environnementaux.



Panettone maison :  
farine de blé cultivée  
dans la Drôme,  
beurre d'Échiré,  
œufs de Bésayes

Rochers du Vercors:  
chocolat "bean to bar"  
aux amandes  
et noisettes  
au riz soufflé



# Un bassin de pneus usagés et une polémique

Un collectif de riverains s'oppose à la création d'un bassin d'infiltration de 800 m<sup>3</sup> de pneus usagés et déchiquetés. Alertés, les services de l'État ont promis aux habitants un retour à la normale.

## SAINT-DONAT-SUR-L'HERBASSE

**E**n s'opposant au projet de bassin d'infiltration, un collectif d'habitants du quartier des Fauris, à Saint-Donat-sur-l'Herbasse, est-il tombé sur un scandale national ? « On a découvert un vrai problème national. Aujourd'hui, peut-être en présence du scandale de l'amiante du XXI<sup>e</sup> siècle », avance Christian Pelèse du collectif. Pas sûr, en effet que le bassin de rétention du lotissement Le Beauregard soit vu d'un bon œil. Les 800 m<sup>3</sup> du bassin sont composés de



Le bassin est aujourd'hui recouvert.

Photo: DR



Le bassin est composé de 800 m<sup>3</sup> de pneus usagés. Photo: DR

pneus usagés et déchiquetés. Christian Pelèse l'assure « ce type d'infrastructure est loin d'être une exception ». Au contraire, ces bassins polluants seraient une généralité. « À force de faire du bruit, des gens se sont exprimés dont des ouvriers qui affirment que ce type de chantier se fait depuis toujours et que personne ne réagit, précise le riverain mécontent. On est face à un problème de pollution chronique, diffuse et cochée depuis une dizaine d'années. C'est comme l'amiante, on savait qu'elle était toxique et on a continué alors qu'au Ca-

nada et aux États-Unis, c'était interdit ».

## UNE ÉTUDE SUR LA TOXICITÉ

Dès octobre, les riverains se sont mobilisés. Aujourd'hui, plus rien n'est visible, les pneus sont enterrés. Mais face à la polémique, le promoteur s'est engagé à retirer les pneus usagés du bassin de rétention. D'autant plus, que lors d'une visite des services de l'État, le collectif servait de comité d'accueil. Photos et expérience à l'appui, ils ont partagé leur désarroi.

En laissant durant une semaine, des pneus usagés dans de l'eau, ils ont obtenu « un jus de pneu ». Loin d'être transparente, l'eau est devenue opaque, brunâtre et consistante. « Le liquide obtenu est assez infâme. Sans être chimiste, on voit bien qu'il est toxique », insiste Christian Pelèse. Confortés, les riverains ont continué leurs recherches et sont tombés sur une étude mesurant les impacts environnementaux des pneus usagés non réutilisables dans les bassins d'infiltration. Elle a été réalisée par le laboratoire régional des ponts et chaussées de Nancy. Les conclusions de l'étude sont édifiantes : « Il est indubitable que les bassins de stockage d'eau utilisant des pneus entiers ou broyés produisent des lixiviats (liquide résiduel qui provient de la percolation de l'eau à travers un matériau) nocifs pour l'environnement ».

## ET MAINTENANT ?

Le promoteur du lotissement de 18 maisons comme les services de l'État ont connaissance de la problématique. Les riverains restent vigilants. Les autorités, lors de la visite, ont laissé entendre qu'un arrêté préfectoral allait voir le jour. Initialement, il était prévu de placer des caissons alvéolaires et non des pneus usagés.